



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE JUIN 1968

Septième Circonscription du Pas-de-Calais

UNION POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE

Electrices, Electeurs,

Mobilisé une fois encore derrière le Général de Gaulle pour la sauvegarde de la République, je vous prie de nous confirmer la confiance dont vous nous avez honorés jusqu'à ce jour.

Grâce à vous, je pourrai, dans le cadre de mon mandat, avec l'aide de Charles Empisse, soutenir l'action menée pour assurer le renouveau de la France.

Il n'est pas nécessaire de reprendre ici les arguments que vous avez entendus ces jours derniers de la voix même du Président de la République.

Je me bornerai à répéter qu'il faut voter :

- POUR – l'ordre,
– la liberté,
– l'amélioration du sort et de la dignité des travailleurs par la réforme sociale et la participation,
– la promotion de la jeunesse,
– l'indépendance et la paix.

FAITES BLOC :

contre le désordre, l'anarchie, la dictature de la violence, la misère, qui menacent votre bien-être et votre sécurité.

Le combat électoral se résume en un choix entre le communiste et le candidat de la liberté.

Tout vote de complaisance perdu au premier tour sur un autre candidat ne fera que renforcer la position communiste, pour le présent et surtout pour l'avenir.

Les Candidats,

Charles EMPISSE
Suppléant

Jacques VENDROUX

7^{me} Circonscription

Cantons de CALAIS et d'AUDRUICQ

Les présentes élections ont un caractère plus que jamais national.

Il n'empêche que la défense de nos intérêts régionaux et locaux doit continuer à être vigoureusement assurée.

1) CALAIS

L'opposition sans scrupule ne va pas manquer de publier des kilomètres de textes tendancieux ou mensongers. Nous en avons l'habitude ; cela ne nous trouble guère. Les électeurs sont trop intelligents pour s'y laisser prendre ; il leur suffit d'ailleurs de regarder autour d'eux pour constater la réalité des efforts qui ont été accomplis dans notre ville.

Qu'il s'agisse de logements (voyez la Porte de Paris et la ZUP), d'équipements sportifs beaucoup plus complets à Calais qu'autre part, quoi qu'en disent les détracteurs.

Qu'il s'agisse de tout ce qui a été fait pour les jeunes : réalisations consenties ou obtenues pour l'enseignement des différents degrés, maison de jeunes.

Qu'il s'agisse de ce qui a été fait (1 foyer) ou va l'être, (maison de retraite) pour les personnes âgées,

Qu'il s'agisse de l'équipement en égouts, de l'épuration des eaux, de l'amélioration progressive des rues et de l'éclairage,

Qu'il s'agisse du développement des industries nouvelles, sans lesquelles la crise passagère de la dentelle n'aurait pu être supportée, dont la réalisation se poursuit.

Tout cela fait que les visiteurs ne reconnaissent plus Calais, dont le rayonnement grandit d'année en année.

Et le tunnel, par tout ce qu'il entraînera d'activités nouvelles pour notre région.

Mais..., pour que notre avenir reste favorable, il ne faut

pas qu'il soit compromis par une emprise communiste qui découragerait les promoteurs de tous ordres.

Reste la question des impôts locaux, que l'opposition évoque démagogiquement en toutes circonstances.

Eh bien ! sachez que Calais est peut-être la seule ville de France où les impôts votés par le Conseil municipal n'aient pas été accrus cette année. On ne peut en dire autant des impôts départementaux qui, eux, ont été augmentés par un Conseil général à large majorité socialo-communiste.

2) AUDRUICQ et le SECTEUR RURAL

Grâce à l'efficacité du Conseiller général, des Maires des Cantons et des Présidents de Syndicats ou d'Organismes avec qui une étroite collaboration du député et du député suppléant n'a cessé de jouer, la situation rurale s'améliore progressivement, dans la mesure où elle dépend conjointement des initiatives privées, de l'effort local et de l'aide de l'Etat.

La mutation en cours se développe peu à peu. Le décalage des moyens d'existence entre la ville et la campagne est en train de se combler, aussi bien sous la pesée des prix agricoles que dans le cadre des structures nouvelles.

L'amélioration du sort des familles rurales et des travailleurs agricoles doit poursuivre son cours vers un niveau de vie à la mesure du principe de l'égalité entre tous les Français.

Un problème spécial à la région, soulevé par M. Empisse et les autres Présidents de sections comme par tous les agriculteurs concernés, est celui des waterings. Les événements actuels ont retardé une deuxième réunion avec l'Ingénieur en Chef, qui était prévue pour le mois en cours. Elle devra avoir lieu au plus tôt.